



## INSTRUCTION

N° 03-028-B3 du 29 avril 2003

NOR : BUD R 03 00028 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### PAIEMENT DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

#### ANALYSE

Palement des pensions jusqu'à la fin du mois du décès du titulaire.  
Pensions cristallisées. Pensions partagées

Date d'application : 01/01/2003

#### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; PENSION MILITAIRE D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE ; DÉCÈS ;  
REVERSION

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM	CPE										

#### DIFFUSION

CS 15

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*5<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 5C*

L'article 65 de la loi de finances rectificative pour 2002 (n° 2002-1576 du 30 décembre 2002, J.O du 31 décembre, page 22088) modifie l'article L.109 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, qui dispose dorénavant que les pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sont payées mensuellement, à terme échu et jusqu'à la fin du mois au cours duquel le pensionné est décédé.

En coordination avec cette règle, l'article L.44 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est également modifié pour fixer la date d'entrée en jouissance des pensions d'ayants cause au premier jour du mois suivant le décès du pensionné ; sauf en ce qui concerne les pensions temporaires, pour lesquelles, si le décès survient au cours du mois de la date d'expiration, le paiement est effectué jusqu'à cette date et l'entrée en jouissance de l'éventuelle pension de réversion est fixée au lendemain de la même date.

Ces dispositions sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2003 et ont donné lieu à information des comptables et à modification de l'application informatique « PEZ ».

Toutefois, ces nouvelles règles ne s'appliquent pas aux pensions servies en application des articles 170 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, 71 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959, 26 de la loi n° 81-734 du 3 août 1981 et 68-V de la loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 (pensions des nationaux dont les pays ont appartenu à l'Union ou à la communauté française).

Ces avantages continueront, par conséquent, à être payés jusqu'à la date du décès de leurs titulaires et les droits des ayants-cause prendront effet du lendemain de cette date.

Seules les pensions concédées aux résidents en France au sens du décret du 4 avril 1968 ou de dispositions similaires à intervenir, conduisant dans les faits à l'admission des titulaires au bénéfice du droit commun, bénéficieront des dispositions de l'article 65 de la loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002.

La pension des ayants-cause, qui ne rempliraient pas personnellement la condition de résidence imposée à l'auteur du droit, prendra également effet du premier jour du mois suivant le décès de l'invalidé résident.

L'attention des comptables est attirée sur la situation des orphelins titulaires d'une pension de réversion partagée lorsque les droits de l'un d'eux viennent à expirer en cours de mois, soit parce qu'il atteint son 21<sup>ème</sup> anniversaire ou en raison de son décès.

Sa part de pension est en effet payée jusqu'au jour de son 21<sup>ème</sup> anniversaire, ou de celui de son décès, et son ou ses co-titulaires bénéficie de cette part à compter du lendemain de cette date.

Bien entendu, la même solution sera appliquée aux pensions de veuve partagées entre plusieurs lits.

Il en est de même en cas de remariage ou de concubinage de la veuve, ses droits sont ouverts au profit des enfants pouvant y prétendre à compter du lendemain de la survenance de l'événement.

En effet, dans ces différents cas d'espèce, il y a redistribution des parts au moment de la survenance d'un événement (décès, majorité) mais en aucun cas modification du droit lui-même, puisque le décès de l'un des co-titulaires ou sa majorité n'ouvre pas de droits de son chef à ses co-titulaires survivants.

Ainsi, l'orphelin survivant ne bénéficie pas d'un droit de réversion du chef de son frère ou de sa soeur décédé, pas plus que la veuve n'obtient de droits du chef de l'épouse divorcée venant à décéder. Seule la répartition pécuniaire du droit à pension déjà défini au moment du décès de l'auteur du droit (père ou époux) se trouve modifiée, les survivants n'obtenant pas de droit nouveau du chef du prédécédé. Il s'agit en fait d'une modalité de paiement de ce droit sur laquelle l'article 65 de la loi de finances rectificative pour 2002 est sans influence.

Toute difficulté d'application de la présente instruction sera signalée à la direction générale, sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES  
CHARGÉ DE LA 5<sup>ÈME</sup> SOUS DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE